

Unité départementale du Val-de-Marne  
Service risques et installations classées (SRIC)  
12/14 rue des Archives  
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 04/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PAPREC IDF**

3/5 RUE PASCAL  
93120 La Courneuve

Références : DRIAT/UD94/SRIC/PADVME/AH/2024/N°424  
Code AIOT : 0007403814

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement PAPREC IDF implanté 21 RUE DE LA PIERRE FITTE 94290 Villeneuve-le-Roi. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

A la suite de la notification de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, un courrier de notification a été transmis à l'installation PAPREC informant que l'exploitation doit réaliser, dans les 9 mois suite à la notification de l'arrêté, une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux du site.

En juin 2024, soit un an après la notification de l'arrêté ministériel suscité, l'exploitant n'avait pas transmis les documents informant de la réalisation de cette campagne.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC IDF
- 21 RUE DE LA PIERRE FITTE 94290 Villeneuve-le-Roi
- Code AIOT : 0007403814
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PAPREC Île-de-France Sud exploite à Villeneuve-le-Roi, au 21 rue de la Pierre Fitte, des installations de tri de déchets non dangereux provenant d'activités économiques et industrielles. La société PAPREC assure également auprès de ses clients des activités de location de bennes vides et de collecte de bennes pleines. Le site comprend 3 bâtiments fermés et 1 hangar dans lesquels sont réalisées les activités suivantes : • Bâtiment 1 « emballages papiers/cartons » : les papiers et cartons sont triés par qualité à l'aide d'engins et de trieurs au sol, puis compactés à l'aide de 2 presses/broyeurs pour être envoyés vers les filières de recyclage correspondant à chaque qualité de papiers et de cartons triés. • Bâtiment 2 « DIB » : le bâtiment reçoit les déchets d'activités économiques et industrielles. Il comprend une chaîne de tri permettant de séparer papiers, cartons, plastiques, bois, ferrailles. • Bâtiment 3 « encombrants » : le bâtiment comprend une chaîne de tri des déchets encombrants collectés par les mairies ou autres collectivités locales. • Hangar : il accueille les bobines et bobinots de papier provenant des imprimeurs. L'exploitant découpe les bobines pour séparer d'un côté le papier (chute de bobine de rotative) et de l'autre le mandrin (= bobinot) en carton. Le papier et le carton ainsi séparés sont envoyés vers des installations de recyclage. PAPREC effectue également sur son site du transit de verre (1 alvéole) et de déchets verts (1 alvéole). Les installations classées du site sont soumises à l'arrêté préfectoral n°2001/2544 du 17 juillet 2001. Enfin, suite au décret du 06/06/2018 modifiant la nomenclature des installations classées, les rubriques 2710-2 et 27141 sont passées du régime de l'autorisation à l'enregistrement. Cependant, le site reste classé à autorisation. Le classement est le suivant : • 2791-1 [A] • 2710-2 [E] • 2714-1 [E] • 1435-3 [DC] • 2716-2 [DC]

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 PFAS

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Camapngnes d'analyse consécutifs	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'analyse		
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ainsi, lors de l'inspection du 17/10/2024, qui consistait à vérifier la conformité de l'installation vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 20/06/2023, une non-conformité a été relevée :

- **Non-conformité** : l'exploitant n'a réalisé qu'une seule des trois campagnes mensuelles d'analyses sur les substances PFAS rejetées par l'établissement (article 4 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s)</b> : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir produit de liste des substances PFAS utilisées sur le site.</p> <p>Par la suite, l'exploitant a transmis par courriel, du 23/10/2024, une liste montrant l'absence de PFAS dans les produits utilisés sur site.</p> <p>De ce fait, l'exploitant a répondu à l'article ci-dessus.</p>
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

**N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir contractualisé avec un bureau d'études pour réaliser les analyses des rejets aqueux de tous les sites PAPREC en France. La première analyse a été réalisée en septembre 2024.  L'installation ne dispose que d'un seul point de rejet qui a été analysé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  L'organisme de contrôle est la société CARSO-LSEHL accréditée COFRAC.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Campagnes d'analyse consécutifs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]

II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.

Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :

Rubrique de la nomenclature des installations classées	Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté
2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713	Trois mois
2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710	Six mois
2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560	Neuf mois

[...]

#### Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant a réalisé la première campagne en septembre 2024, alors que cette campagne aurait du commencer en avril 2024. L'exploitant doit réaliser chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS. Il manque donc deux campagnes.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit poursuivre ses campagnes d'analyses des substances PFAS.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 5 : Déclaration des résultats GIDAF

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

#### Constats :

L'exploitant a renseigné GIDAF, le 15 octobre 2024, avec les résultats d'analyse des PFAS réalisée

L'exploitant a renseigné GIDAF, le 15 octobre 2024, avec les résultats d'analyse des PFAS réalisée le 23 septembre 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite